

EDITORIAL



Par
Paul Pabœuf
Secrétaire fédéral à la Formation,
Président de Démocratie & Projets 56

Finances 2007 : un mauvais coup pour les collectivités

Dans nos communes et communautés, nous abordons la préparation du budget 2007 et les perspectives sont très sombres. Le gouvernement fait valoir qu'il a continué ce qu'il appelle le "pacte de croissance et de solidarité", censé maintenir les dotations de l'Etat par rapport à l'inflation. Mais en réalité, même s'il on admet les chiffres de l'INSEE, les dépenses habituelles des collectivités n'ont pas grand chose à voir avec les achats des ménages. Ce qu'on pourrait appeler le "panier des collectivités" augmente deux fois plus vite que les dépenses moyennes de ménages. L'augmentation des dotations d'Etat ne couvre pas l'inflation de nos dépenses : le pouvoir d'achat des collectivités baisse.

Ajoutez à cela, le "bouclier fiscal", dispositif qui limite la pression fiscale pour les plus fortunés et qui oblige les collectivités à rembourser le trop perçu aux redevables. Mais le plus grave est le plafonnement de la Taxe Professionnelle à 3,5% de la valeur ajoutée. Dit comme cela, on peut croire que, sur le plan économique, c'est une bonne mesure. En fait, on s'aperçoit très vite que dans la plupart des collectivités, la majeure partie des entreprises vont être concernées... et que seules celles dont l'impôt reste encore inférieur à ces 3,5% peuvent apporter une contribution supplémentaire. Très vite, d'ailleurs toutes les entreprises atteindront le taquet et les collectivités n'auront plus la moindre marge de manoeuvre fiscale. De plus, la comparaison montre que le plafonnement frappe surtout les départements, les communautés, les villes les plus pauvres. En Hauts-de-Seine, 18% des bases sont concernées par le plafonnement, en Ariège, c'est 72%; à Boulogne-Billancourt, 12% et à Elbeuf, 90%. Pour la Communauté de communes du Pays de Questembert, le plafonnement concerne environ 70% des bases. Allez parler après cela d'aménagement du territoire ou de décentralisation.

Car dans le même temps où le gouvernement asphyxie les collectivités, il leur transfère de plus en plus de charges. Tout ou presque a déjà été dit sur le transfert des routes nationales ou du RMI aux Départements. Mais qui a conscience par exemple, à part les élus des communes ou des communautés, des effets de disparition progressive des services que rendaient la DDE ou la DDA pour l'urbanisme et l'aménagement ?

Et pour couronner le tout, le gouvernement accuse les collectivités d'être trop dépensières et d'aggraver le déficit global des finances françaises... Alors que nos emprunts ne peuvent concerner que l'investissement, l'accroissement du patrimoine.

Mais sans doute y a-t-il trop de régions, trop de départements, trop de communes classées à gauche. Eh bien, faisons en sorte que l'an prochain, le gouvernement aussi soit à gauche.

Morbihan Quel avenir pour la filière pêche ?

Le Rappel du Morbihan s'intéresse cette semaine au secteur de la pêche, incontournable dans l'économie locale. Entretien avec Norbert Métairie, Maire de Lorient, Président de Cap l'Orient, Conseiller général du Morbihan.

Norbert Métairie, comment se porte la filière pêche à Lorient ?

Malgré la forte concurrence interportuaire, notre port de pêche a réussi, ces dernières années, à tirer son épingle du jeu en s'affirmant comme le 2^{ème} port de pêche français et le 1^{er} en valeur des poissons débarqués. Le port de Lorient Keroman est en constante évolution. C'est pourquoi, pour conforter les bons résultats enregistrés, nous avons engagé un ambitieux programme de modernisation et de sécurisation de nos infrastructures portuaires. Pour autant, malgré tous les efforts consentis par les professionnels et les collectivités, la situation reste fragile. Les décisions prises, tant au niveau national qu'au niveau européen, ne sont pas de nature à nous rassurer. Elles risquent de mettre en péril cette filière qui contribue fortement à notre développement économique. A titre exemple, au Pays de Lorient, ce sont 260 entreprises et 3000 emplois directs qui sont directement concernés.



Norbert Métairie - Maire de Lorient, Président de Cap l'Orient, Conseiller général du Morbihan.

Quelle est la situation des professionnels dans le Morbihan ?

Les professionnels ont connu une année difficile. Après la hausse du prix du gasoil, les contrôles parfois excessifs sur les navires et les quotas restrictifs pour notre pêche, nous venons de découvrir les propositions de la Commission européenne. Il s'avère que, cette année encore, la Commission souhaite réduire fortement les possibilités de capture pour les espèces d'eaux profondes.

Cette proposition, si elle était retenue, serait catastrophique pour le port de pêche de Lorient qui est concerné par ce type de pêcheries. C'est pourquoi, avec l'ensemble des acteurs de la filière, nous menons un combat collectif pour que les instances nationales et européennes appliquent des mesures plus adaptées aux réalités socio-économiques. N'oublions pas que chaque décision prise à Bruxelles se traduit par des répercussions concrètes pour les entreprises, les salariés et, au bout du compte, tous les habitants de notre département.

Comment comptez-vous faire valoir votre point de vue auprès des instances nationales et européennes ?

Dans un 1^{er} temps, j'ai pris l'initiative d'interpeller directement les instances concernées, à savoir le Ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, le Président de l'Union européenne et le Commissaire européen en charge de la Pêche et des Affaires maritimes.

(suite page 4...)

Colloque public

"Pour une politique sociale de l'habitat et du logement"

Samedi 28 octobre 2006

à partir de 14h00

au Palais des Arts et des Congrès de Vannes

Conférence organisée par la Fédération du Parti socialiste dans le cadre du Projet 2007-2008 et par la section de Vannes dans le cadre du projet de ville Vannes 2008 :

www.vannes2008.org

Programme complet en page 4

Agenda des réunions de section de débat sur les candidatures (Dates reçues à ce jour)

Section de Quiberon

Lundi 23 octobre - 20h00
Ancienne gare
de St-Pierre-Quiberon

Section de Saint-Avé

Mercredi 25 octobre - 18h00
Manoir du Kreisker

Section d'Auray

Lundi 30 octobre - 20h30
Ecole J.Rollo - Auray

Section de Lanester

Jeudi 2 novembre - 20h30
Local de section - Lanester

Section de Lorient

Mardi 7 novembre - 18h30
Cité Allende - Maison des
Associations

Section de Larmor-Plage

Jeudi 9 novembre - 19h00
Salle les Algues (à confirmer)

Section de Séné

Jeudi 9 novembre - 20h00
Cantine municipale - Séné

Section de Ploemeur

Vendredi 10 novembre - 19h00
Local de section - Ploemeur

Sections de Hennebont - Inzinzac Lochrist - Languidic

Réunion commune
Vendredi 10 novembre - 20h30
Salle du Vallon boisé -
Hennebont

Section de Grandchamp

Lundi 13 novembre - 20h30
Salle La Loge - Plescop

Section de Vannes

Mardi 14 novembre - 20h30
Palais des Arts de Vannes

INVESTITURE SOCIALISTE

Avec Laurent Fabius, "Réussir ensemble le changement pour faire gagner la Gauche"



Chère camarade, cher camarade,

J'appelle tous ceux et toutes celles qui ne veulent pas que la France

glisse sur le toboggan libéral à soutenir la candidature de Laurent Fabius. Le sens de la candidature de Laurent Fabius a le mérite d'être clair : être le candidat de notre projet socialiste, rassembler à gauche, tirer pleinement les leçons de l'expérience. Candidat du projet socialiste, il prend 7 engagements pour 2007 qu'il respectera et enrichira :

- Augmentation du Smic de 100 euros,
- Fin des exonérations inefficaces de cotisations,
- Intervention de l'Etat pour obliger réellement les maires à construire au moins 20% de logements sociaux,
- Une loi-programme fixant nos objectifs précis pour la protection de l'environnement,
- La création d'une nouvelle branche de la sécurité sociale face à la dépendance des personnes âgées et des handicapés,
- Un Référendum dès septembre

pour l'établissement d'une République parlementaire nouvelle avec une démocratie sociale et territoriale étendue,

- Le refus de tout nouvel élargissement de l'Europe avant l'approbation d'un traité social et l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution respectant le vote des Français.

Laurent Fabius souhaite rassembler à gauche. Notre identité c'est notre projet. Nous l'emporterons si nous plaçons au cœur de la campagne présidentielle nos thématiques qui s'appellent : le pouvoir d'achat, l'emploi, le logement, la santé, la lutte contre la précarité, l'école, l'innovation, la culture, la laïcité, la solidarité, le développement durable, la démocratie, l'Europe sociale.

Si nos électeurs ne voient pas la différence entre gauche et droite, ils risquent de ne pas être au rendez-vous de 2007. Gardons nous de nous éloigner de nos partenaires de la gauche et des Verts.

Les deux autres candidats qui se présentent aux suffrages des militants ont de grandes qualités et Laurent Fabius partage avec eux beaucoup de convictions. Ces

convictions communes ne masquent pas des différences et même sans doute des divergences. Laurent recommande de les aborder avec franchise et fraternité et de se rassembler ensuite. Si Laurent est désigné et élu, il souhaite s'entourer de ses compétiteurs afin de constituer l'équipe de la France pour le changement.

"Chaque militante, chaque militant a dans ses mains une grande responsabilité. Il s'agit de choisir, à travers une candidature, à la fois une ligne politique et une conception exigeante de la politique, une capacité à servir l'Etat. Je m'engage avec chacune et chacun de vous et je vous adresse mes très chaleureuses amitiés socialiste".

Laurent Fabius

J'invite ardemment les militantes et les militants partageant mes convictions et souhaitant la désignation de Laurent Fabius comme candidat à l'élection présidentielle à prendre contact avec moi.

Christian Le Dimet - mandataire de Laurent Fabius pour le Morbihan. Coordonnées : Kervihenne - 56700 Merlevenez - 02 97 02 18 43 - Courriel : christian.le-dimet@laposte.net

Avec Ségolène Royal, "la nouvelle donne"



Depuis 2002, les crises qui s'enchaînent (21 avril, crise des banlieues, CPE...) expriment le sentiment que les politiques n'assument plus leurs responsabilités. L'optimisme de certains Français se trouve ainsi submergé par le doute collectif. 2007 doit donc permettre à la démocratie et aux citoyens de retrouver du sens et de l'espoir.

Sur fond de mondialisation accélérée, la mutation industrielle peine à déboucher sur une contrepartie sociale. En l'absence de nouvelles sécurités, la peur et la méfiance aujourd'hui l'emportent. Si les entreprises ont besoin d'agilité et de réactivité, les salariés, eux, souhaitent que la transition d'un emploi à un autre soit correctement sécurisée sur le plan financier, avec des formations adaptées et un accompagnement personnalisé.

Dans ce contexte, il est clair que le CDI doit être la colonne vertébrale du droit du travail, et c'est par le dialogue social qu'il faut définir ce qui doit être assoupli, en tenant compte de manière équilibrée de la

dignité des salariés et des besoins des entreprises, en particulier celles qui investissent dans la recherche, l'innovation et l'environnement.

Il faut également en finir avec le procès des 35 heures assimilées par la droite à une dépréciation du travail. Le vrai sujet est de pouvoir moduler le temps de travail selon les étapes de la vie, dans le cadre d'évolutions négociées avec des partenaires sociaux capables de rééquilibrer un rapport de forces aujourd'hui très défavorable aux salariés.

D'autre part, l'Etat doit défendre une entreprise lorsqu'elle est menacée. S'il faut être honnête et ne pas interdire les projets industriels cohérents, il faut toutefois s'opposer à la braderie des secteurs stratégiques de notre industrie - notamment énergétiques - et du Service Public en général. Il appartient également à l'Etat de conditionner l'attribution des aides publiques à divers critères comme la qualité de l'emploi et sa localisation pérenne.

Au niveau européen comme en France, la gauche doit aussi affirmer une stratégie d'économie plurielle : régulation de l'économie de marché et développement de filières, soutien à l'économie sociale et notamment au secteur associa-

tif, etc. Dans ce cadre, les régions doivent voir leur rôle conforté pour une meilleure prise en compte des énergies locales.

Enfin, s'il ne faut pas promettre que "demain, on rasera gratis", il faut être conscient que beaucoup de nos concitoyens ont du mal à joindre les deux bouts, d'où l'explosion du nombre de travailleurs pauvres et de familles surendettées. Donc oui il faut augmenter le smic et les salaires moyens, mais aussi renforcer la valeur du travail qui est le facteur premier d'intégration sociale.

Avec Ségolène Royal, nous croyons à la nécessité d'un diagnostic partagé avec les Français, et à l'évaluation des politiques menées. En résumé : être pertinent sur les stratégies de développement sans oublier les préoccupations du quotidien. Et parler vrai pour éviter de nouvelles déceptions...

Olivier Le Lamer -Lorient- et Annie Le Squer -Ploemeur- mandataires départementaux.

- Rejoignez le comité de soutien départemental à l'adresse : SegoleneRoyal56@wanadoo.fr

- Consultez le site Désir d'Avenir 56 animé par Marc Loret : <http://desirdavenir56.over-blog.com/>

INVESTITURE SOCIALISTE

Changer la Gauche pour Changer la France Pourquoi soutenons-nous DSK ?



Si DSK est aujourd'hui candidat, c'est avant tout pour répondre aux besoins de changement des Français.

Ils n'en peuvent plus de notre système politique tel qu'il existe et des politiques toujours plus inégalitaires que mène la droite depuis 5 ans. Le chiraquisme ambiant exaspère nos concitoyens qui sont dans une véritable demande de rénovation démocratique et d'innovation volontariste. Nous considérons donc qu'il est grand temps de préparer l'alternance et ce de manière durable.

Face aux multiples dérégulations, à l'appauvrissement continu des populations les plus fragiles (femmes, salariés pauvres, sans papiers) et la dégradation des classes moyennes, la France demande une meilleure protection de l'Etat, et moins d'injustices et d'inégalités. Les Français n'attendent pas de la gauche qu'elle recommence les mêmes politiques pour autant. Notre candidat pour gagner et gouverner devra donc incarner la conviction, la volonté d'agir et de se

confronter directement aux problèmes du pays : la compétence et le savoir-faire allié à l'imagination au service du peuple. Ce candidat pour nous c'est DSK.

Tout d'abord parce qu'il partage avec l'ensemble des autres candidats les valeurs socialistes et les fondamentaux inscrits dans le projet que nous avons voté et qu'il est nécessaire de respecter. Notre parti ne doit ni courir après la droite ni se coucher face aux autres partis de gauche et d'extrême gauche, à des fins de rassemblement. Nous n'en sommes pas là.

Il doit bien au contraire affirmer que notre priorité doit être la question sociale et la lutte contre la précarité. C'est en ce sens que DSK propose une véritable rupture sociale et démocrate en luttant et réformant pour que l'égalité réelle soit au cœur des préoccupations politiques. Chacun doit avoir sa chance en donnant plus de capital public à ceux qui ont le moins de capital social. Une rupture démocrate en renouant avec le parlementarisme, en proposant le mandat unique, en installant les conditions d'une vraie démocratie sociale, en concertant les syndicats et la société civile et en faisant en sorte d'introduire partout, y com-

pris dans les secteurs ruraux, la démocratie participative pour impliquer le citoyen dans la décision politique.

Around de ces ambitions et ces valeurs, un rassemblement de tout le parti est possible. Ce sera la condition sine qua non pour battre la droite en 2007 puis en 2008.

En revanche il nous faut être vigilant, les sondages n'ont jamais dans l'histoire, donné un candidat gagnant plus de 6 mois avant une élection. N'ayons pas peur en interne du débat car il renforce et nous prépare face à une droite dogmatique, ultralibérale et populiste. La confrontation des idées, des pratiques et des individus est un processus logique et normal dans toutes démocraties y compris au parti socialiste. Une fois notre candidat désigné il nous faudra être unis dans la bataille face à la droite et pour porter ce combat légitime et nécessaire pour les français. Ce candidat de conviction pour nous c'est DSK.

**Annaïg-Sklaërenn Le Moël,
Richard Soubeiroux,
Henri Le Dorze et Loïc Le Meur**
Liste complète des signataires sur le blog :
<http://lemorbihan.avecdsk.net>

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Environnement : le constat est clair, mais quelles sont les solutions ?

L'actualité médiatique de ces derniers jours semble montrer une prise de conscience importante des acteurs publics concernant le réchauffement de la planète et les questions environnementales qui se posent à nos sociétés. Bien que sa démarche puisse être critiquée (il a tout de même été vice-président du pays le plus puissant au monde et qu'a-t-il fait ?), Al Gore montre avec son film qu'une partie de la société américaine n'est pas insensible à la question de l'écologie. Mais au-delà de la simple constatation, quelles sont les réelles solutions ?

Les "mesurettes" annoncées par le Premier ministre montrent que ce sujet sera l'une des problématiques des échéances électorales de 2007. Pour le moment, il s'agit avant tout d'annonces médiatiques qui vont dans le bon sens mais ne règlent rien. Ainsi, les biocarburants sont certes à première vue une bonne solution pour lutter contre le réchauffement climatique, mais en

y regardant de plus près, leur culture nécessite l'utilisation de nombreux produits issus de l'industrie pétrochimique. Les spécialistes pensent ainsi que ces carburants produisent au final une quantité de CO2 très similaire. S'agit-il dans ce cas d'une vraie bonne mesure ? Ne doit-on pas privilégier des solutions plus radicales dont certaines peuvent être impopulaires ? Les candidats à l'investiture socialiste doivent être honnêtes envers les Français. Ce n'est pas avec une vision à court terme que l'on va résoudre ces problèmes. Il faut à la fois du courage politique pour imposer des choix au niveau national et international, mais aussi consacrer des moyens financiers très importants. La question du financement de ces actions est en effet à poser : peut-on faire supporter au seul citoyen des choix effectués par nos gouvernants depuis des décennies ? Mais aussi le comportement de certaines entreprises : la question de la ges-

tion des déchets est sur ce point éclairante. La mise en place du tri sélectif a entraîné une augmentation du coût de la collecte. Ainsi en achetant dans un supermarché un pack d'eau, le consommateur paye le liquide bien plus cher que celui distribué à son robinet car il doit inclure dans ce prix la fabrication de l'emballage puis son retraitement une fois consommé.

Les entreprises œuvrant dans ce domaine sont alors doublement gagnantes car elles sont souvent aux deux extrémités de la chaîne : la production puis le recyclage des déchets. Elles n'ont donc aucun intérêt à diminuer le volume de nos poubelles. Il n'y a pas de solution miracle, mais il serait logique d'obliger les compagnies à tout mettre en œuvre pour qu'elles intègrent l'environnement dans leur fonctionnement. Pour que polluer ne coûte pas moins cher que produire de manière responsable.

**Aurélien Le Meste
MJS Lorient**

Agenda des groupes de travail

Groupe de travail sur la Laïcité animé par Jean-Marc Paous :

Jeudi 26 octobre
(et non Mardi 24/10)
à 20h30

au Local du Ps de Lanester
(19 rue Stalingrad)

et

Mardi 28 novembre
à 20h30
au siège de la Fédération

Jean-Marc Paous précise que ces groupes de travail sont ouverts à tous, et pas seulement aux adhérents inscrits.

Groupe de travail sur la Justice animé par Jean-Paul Thierry :

Mercredi 25 octobre
à 20h30
au Local de la Fédération
(17 rue Auguste Nayel)

Groupe de travail sur le Développement durable animé par Olivier Le Lamer :

Vendredi 27 octobre
à 19h00 à la Mairie de Quéven

La réunion portera sur le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés - Intervenant : Jean-Yves Laurent, Maire de Quéven et Vice-Président de Cap L'Orient

Groupe de travail sur les Personnes âgées et personnes handicapées animé par Marylou Chappé :

Mardi 7 novembre
à 20h30
au Local de la Fédération
(17 rue Auguste Nayel)

Groupes de travail animés par Gwendal Rouillard (Europe / International - Défense) :

Les dates de réunions seront transmises par courriel prochainement.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mercredi 25 au Vendredi 17 octobre - Liban
Déplacement avec François Hollande

Samedi 28 octobre - Vannes
Conférence publique sur l'habitat

Judi 2 novembre - Lanester
Débat présidentiel

Vendredi 7 novembre - Lorient
Débat présidentiel

Actualité

Bon sang, mais c'est bien sûr !

Le périlleux exercice à la télévision de confrontation des programmes des prétendants socialistes à l'investiture suprême aura avant tout montré, qu'au-delà des divergences ponctuelles, nos trois candidats se retrouvaient très largement sur le programme élaboré par le Parti Socialiste. Il n'y a d'ailleurs pas à s'en étonner car ce qui nous rapproche est infiniment supérieur à ce qui pourrait nous diviser. Certes cet exercice, nouveau pour les Français, a montré quelque peu ses limites, mais le PS a montré qu'en matière de démocratie, il n'avait de leçons à recevoir de personne. En matière sociale, au-delà des petits points de divergences enregistrés, il faut quand même les comparer au discours fondateur de Nicolas Sarkozy à Périgueux, pour en apprécier à sa juste valeur tout le sel.

En matière de dialogue social, on peut affirmer sans se tromper, que le Président de l'UMP fait encore plus fort que Chirac en 2002 dans la démagogie et les faux-semblants. Partant du principe que si les Français ne gagnent pas assez, c'est parce qu'ils ne travaillent pas assez, notre candidat à la rupture propose de supprimer les 35h, ce qui devrait permettre de travailler 39h payées 35. Compte-tenu de la qualité actuelle du pouvoir d'achat, on constate aisément quel progrès social une telle mesure pourrait engendrer.

En matière de logement social, Nicolas Sarkozy fait aussi très fort en dénonçant le manque de logements et en proposant un droit à l'hébergement obligatoire les collectivités publiques à les créer pour accueillir tous les demandeurs. Sûr que le maire de Neuilly, qui est à l'écoute, va créer les logements sociaux qui lui manquent. De telles propositions venant d'un candidat dans l'opposition seraient normales, mais on peut quand même s'interroger sur leur crédibilité venant d'un membre éminent du gouvernement. C'est donc encore une fois à une politique démagogue à laquelle nous avons à faire, une politique d'effets d'annonces non suivie d'effets. Pour s'en convaincre, il suffit de lire tous les articles sur la préparation du budget 2007, un budget tout en finesse et en promesses électorales. Un budget bidon en trompe l'œil, comme cette inauguration à Paris d'une pompe à biocarburant qui n'existe pas, ou plutôt qui n'a existé que le temps pour le ministre Breton de faire sa pub. Il est plus que temps de sortir du virtuel pour rentrer dans le concret, mais là comme ailleurs, il y a loin de la coupe aux lèvres.

Le Cormoran

ECONOMIE LOCALE

Morbihan

Quel avenir pour la filière pêche ? (suite)

(...suite de la page 1)

L'objectif étant de leur faire part de notre profond sentiment d'inquiétude et d'injustice suite aux propositions faites par la Commission européenne. Dans un 2nd temps, je vais me rendre à Bruxelles les 20 et 21 novembre prochains pendant le Conseil européen des Ministres de la Pêche afin d'y exprimer notre point de vue. En attendant, je souhaite continuer à mobiliser tous les acteurs concernés. Dans cette optique, je rencontrerai dans les jours qui viennent Bernard Poignant, député européen, afin qu'il puisse relayer nos inquiétudes auprès de la Commission pêche du Parlement européen.

Selon vous, quelles sont les solutions à mettre en œuvre pour préserver la filière pêche tout en assurant une

gestion durable des ressources halieutiques ?

Tout d'abord, il faut que les responsables nationaux et européens prennent davantage en considération la dimension socio-économique des activités de pêche. Ensuite, il faut qu'ils intègrent que les pêcheurs ne sont pas des pilliers de ressources. Bien au contraire, les profession-

nels ont fait des efforts considérables pour restructurer leur flotte et se conformer aux règles en vigueur. Ils ont mis en œuvre des actions concrètes visant à promouvoir une pêche responsable et respectueuse de notre environnement. Aussi, plutôt qu'une réduction drastique des captures préjudiciable à l'ensemble des professionnels du secteur, il me semble qu'il faudrait

plutôt conforter l'activité des armements qui se sont impliqués dans une gestion vertueuse de la ressource. Enfin, je pense qu'il nous faut approfondir la co-expertise, c'est à dire élaborer une méthode de gestion de la ressource qui associe à la fois les professionnels et les scientifiques. C'est la seule solution qui garantisse la pérennité de la filière pêche et de ses emplois.



Une politique sociale du logement et de l'habitat

Conférence publique - Samedi 28 octobre 2006 - Palais des Arts de Vannes

14h - Habitat et logement : Enjeu majeur pour le Morbihan et le Pays de Vannes

Une priorité nationale pour 2007

Nicolas Le Quintrec, Secrétaire de section de Vannes

Hervé Pellois, Maire de St-Avé et Conseiller Général du Morbihan

14h15 - Les acteurs de la mise en œuvre de la politique du logement

Jean Droual du Crédit immobilier de France

Partenariat et financement du logement - Nouvelles mesures issues de l'engagement national pour le logement - Les missions sociales

Michel Le Direach de la Caisse d'allocations familiales du 56

L'implication des CAF dans les politiques de l'habitat et du logement et la question de la solvabilité des ménages (ALS, APL...)

Un intervenant de Rennes Métropole

Genèse et enjeu d'une démarche globale "Formes urbaines" pour une ville durable.

Comment appréhender la question de l'habitat et du logement dans une ville en évolution ?

16h - La volonté politique et le rôle des Collectivités locales

André Gall, Maire d'Arradon et Conseiller Général du Morbihan

Comment répondre au droit au logement et garantir la mixité sociale et générationnelle ? Expérience de la municipalité d'Arradon

Norbert Métairie, Maire de Lorient, Président de la Communauté d'agglomération Cap Lorient et Conseiller Général du Morbihan

Comment déterminer une gouvernance locale sur l'habitat et le logement à l'échelle d'un territoire en conciliant qualité et quantité, accessibilité et mobilité résidentielle ?

Paul Paboeuf, Maire de Questembert et Président de la Communauté de communes

Quel enjeu pour le monde rural ? Comment s'organise-t-il et avec quel moyens ? - Expérience du Pays de Questembert

17h30 - Projet Socialiste : Un logement pour tous, adapté aux besoins de chacun - L'habitat, outil d'intégration et du "vivre ensemble"

Gwendal Rouillard, Premier Secrétaire fédéral

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :
 Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr